

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire. En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité. Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études GPMC et recrutement

Direction/Service/Unité/Pôle

| | |
|---|---|
| N° appel à candidature : 20451 | Catégorie : A |
| Cotation parcours professionnel : 1 | Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat |
| Filière d'emploi : 18 – Ressources Humaines | |
| Poste vacant | Localisation : Indiquer : nom de la ville le code département entre parenthèse 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex |
| Conditions de recrutement : | |
| <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p> | |
| Présentation de l'environnement professionnel : | |
| <p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche, - assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique, - mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens. <p>Le service des ressources humaines est un service du Secrétariat général, organisé en 4 pôles et compte 30 agents.</p> <p>Le service des Ressources humaines met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement en lien avec le service des Ressources humaines du ministère chargé de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. Il met en œuvre et coordonne la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences.</p> | |
| Objectifs du poste | |

Le/la chargé(e) d'études recrutement en collaboration avec la chargée de mission auprès du chef du service conduit des actions en matière de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences de l'établissement et met en œuvre les actions de recrutement et de conseil en mobilité

Missions et activités principales :

Le/La chargé(e) d'études recrutement est plus particulièrement chargée des missions suivantes :

1/ Gestion prévisionnelle des ressources humaines :

Assurer une veille sur l'évolution des métiers et des compétences, notamment dans le contexte d'organisme payeur (recensement des postes sensibles et des postes clés et à privilège),
 Recenser et analyser les évolutions en effectif à moyen terme des directions de l'établissement,
 Contrôler les fiches de poste des agents transmises par les services employeurs,
 Participer au suivi du plafond d'emplois annuel en lien avec le chargé d'étude suivi des effectifs.

2/ Recrutement et mobilité :

Participer aux différentes campagnes de mobilité de l'établissement et notamment assurer la publicité des postes disponibles et assurer le suivi des fichiers mobilité des directions de l'établissement,
 Vérifier et compléter les fiches de poste en cohérence avec les parcours professionnels de l'établissement,
 Participer aux recrutements et accompagner les directions lors des entretiens de recrutement des agents non titulaires de droit public et mettre en place un suivi des candidatures et des entretiens réalisés, plus particulièrement pour les services territoriaux,
 Mener des actions en lien avec le référent handicap de l'établissement en matière de diversité et de handicap et développer des collaborations avec les acteurs en charge de l'emploi et de l'insertion (Pôle emploi, APEC, cabinets de recrutement, maison du handicap...) et participer à des forums ou des salons RH,
 Conseiller et accompagner les agents en matière de mobilité professionnelle en cohérence avec leur projet professionnel ou personnel, en lien avec le pôle formation continue du service et avec l'IGAPS chargé du suivi de l'établissement.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein du SRH avec l'ensemble des pôles, plus particulièrement les pôles Carrière et SIRH,
- Les directions métiers du siège, les délégations nationales et les services territoriaux,
- Le Service des ressources humaines du ministère chargé de l'agriculture,
- Acteurs en charge de l'emploi et de l'insertion.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Statut général de la fonction publique et statuts particuliers
- Environnement professionnel, administratif, institutionnel et politique,
- Outils et méthodes en matière de statistiques,
- Outils de GRH (SIRH, référentiels...),
- Psychologie du travail,
- Nomenclature des titres et diplômes,
- Prévention des discriminations

Savoir-faire / Maîtrise

- Rigueur, sens de l'initiative, autonomie
- Goût des contacts
- Goût du statutaire et du réglementaire
- Sens du travail en équipe
- Réactivité- anticipation
- Discrétion
- Faire preuve de conviction
- Sens de la communication

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac +3 pour les candidats contractuels

| | |
|---|--------------|
| Expérience avérée en GPMC et idéalement acquise dans le secteur public | |
| Contraintes du poste : | |
| Pas de contraintes particulières | |
| Poste clé¹ : | Oui Non X |
| Poste à caractère sensible² : | Oui Non X |
| Poste à privilèges³ : | Oui Non X |
| Personnes à contacter | |
| LE FAUCHEUR Philippe – Chef du Service des ressources Humaines –philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr – Tél : 01 73 30 24 00 | |
| CAMPOS SUAREZ Williams – Adjoint au chef du service des ressources humaine – williams.campos-suarez@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 66 | |
| Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35 | |
| Conditions de travail | |
| <i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</i> | |
| <i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i> | |
| DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 30 septembre 2022 | |
| Le dossier de candidature doit comporter : | |
| <ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-Vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. | |

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.